



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Maintenance des systèmes de supervision (GTB)

2025SERVP00001

Toulouse INP
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 – Lieux d’intervention.....	3
1.3 – Spécifications techniques à respecter.....	3
1.4- Prestations attendues.....	3
1.5 – Procédure de passation.....	4
1.6 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 – Intervenants.....	4
3.1 – Maître d’ouvrage.....	4
3.2 - Sous-traitance	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Protection des données à caractère personnel.....	5
6. Prévention des risques.....	5
7 - Durée et délais d'exécution	5
7.1. Durée contractuelle	5
7.2. Délais d'exécution	5
7.3. Délais d’approbation des livrables par le maître d’ouvrage	5
8 - Prix.....	6
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
8.2 - Modalités de variation des prix	6
L'index de référence à utiliser est l'index suivant : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 63.11 – Traitement de données, hébergement et activités connexes.	7
9 - Garanties Financières	7
10 - Avance.....	7
10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
11 - Modalités de règlement des comptes.....	8
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
11.2. Echancier de paiement	8
11.3 - Présentation des demandes de paiement.....	8
11.4 - Délai global de paiement	8
11.5 - Paiement des cotraitants	9
11.6 - Paiement des sous-traitants.....	9
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
13 - Constatation de l'exécution des prestations	9
13.1 - Vérifications	9
13.2 - Décision après vérification	9
14 - Garantie des prestations.....	10
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
16 – Pénalités	10
17 - Assurances.....	10
18 - Résiliation du contrat.....	10
18.1 - Conditions de résiliation.....	10
18.2- Réversibilité de l’entreprise.....	11
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
19 - Règlement des litiges et langues.....	11
20 - Dérogations.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La maintenance des systèmes de supervision (GTB)

Le présent marché a pour objet la mise à niveau logicielle, maintenance et prolongation optionnelle des systèmes de supervision des sites de Toulouse INP : ENSAT, ENSEEIHT, ENSIACET.

Le présent marché se compose de trois phases :

1. **Phase 1** : Mise à niveau logicielle des systèmes de supervision, des modalités d'archivage et formation du personnel.
2. **Phase 2** : Maintenance logicielle des supervisions et de la couche de communication et sa configuration, pour une durée de deux ans.
3. **Phase 3 (Tranche optionnelle)** : Prolongation de la maintenance pour deux années supplémentaires à l'issue de la phase 2.

1.2 – Lieux d'intervention

ENSAT
Avenue de l'Agrobiopole - Auzeville-Tolosane
31326 CASTANET-TOLOSAN

ENSEEIHT
2, rue Charles CAMICHEL
31071 TOULOUSE

ENSIACET
4, allée Emile Monso
31030 TOULOUSE

1.3 – Spécifications techniques à respecter

Les détails des prestations attendues, ainsi que les spécifications techniques à respecter sont décrits dans l'article 4 du CCTP.

1.4- Prestations attendues

Phase 1 : Mise à niveau logicielle des systèmes de supervision et des modalités d'archivage.

Les spécifications techniques à respecter pour la phase 1 sont détaillées à l'article 4.1 du CCTP.

Phase 2 : Maintenance logicielle des supervisions et de la couche de communication et sa configuration, pour une durée de deux ans.

Les spécifications techniques à respecter pour la phase 2 sont détaillées à l'article 4.2 du CCTP.

Phase 3 : Tranche optionnelle : Prolongation de la maintenance pour deux années supplémentaires à l'issue de la phase 2.

1.5 – Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, prévue à l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

1.6 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Fournitures et services, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (CDPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le plan de prévention des risques

3 – Intervenants

3.1 – Maître d'ouvrage

Pouvoir adjudicateur : Toulouse INP

Représentant du pouvoir adjudicateur : Présidente de Toulouse INP

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'agent comptable de Toulouse INP

Service des achats et des marchés chargés du suivi administratif du marché

Suivi technique et financier du marché : Service Patrimoine et Immobilier

3.2 - Sous-traitance

Les tâches décrites aux articles 4.1.1 et 4.1.4 du CCTP sont considérées comme essentielles et devront être effectuées exclusivement par le titulaire :

§ 4.1.1 : La mise à jour de Pc Vue ne pourra être sous-traitée

§ 4.1.4 : Les vérifications de bon fonctionnement ne pourront être sous-traitées

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6. Prévention des risques

Cette prestation sera soumise à la rédaction d'un plan de prévention des risques établi conjointement avec le responsable sécurité de chaque campus et l'entreprise titulaire.

Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants :

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4ème partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la prévention des risques.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1. Durée contractuelle

Le délai contractuel commence à compter de la notification du marché au titulaire.

Le présent contrat de maintenance est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la réception, sans réserve, des prestations décrites en phase 1.

Une tranche optionnelle est demandée pour la maintenance (phase 2) pour 2 années supplémentaires.

7.2. Délais d'exécution

L'ensemble des prestations devra être réalisé dans les délais impartis, conformément à ce qui est décrit à l'article 5 du CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7.3. Délais d'approbation des livrables par le maître d'ouvrage

La décision par le représentant du pouvoir adjudicateur, de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou actes doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous.

Les documents sont remis par le prestataire au représentant du pouvoir adjudicateur pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Eléments de mission	Documents	Délais d'approbation en jours
Phase 1 – Vérifications de bon fonctionnement	Rapports de tests du système de supervision et d'archivage	14
Phase 2 – Contrôles périodiques	Rapport mensuel des contrôles périodiques	14

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

8.2 - Modalités de variation des prix

Le prix du marché est révisable.

Le prix du marché est fixe pendant la première année et sera révisé à chaque date anniversaire de la signature du contrat.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

8.3 - Modalités de révision des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le prix du marché peut être révisé annuellement, à compter de la date anniversaire d'entrée en vigueur du marché, par application aux prix d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = 15\% + 85\% [I(n)/I(0)]$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- I(n) : valeur de l'index de référence au trimestre n.
- I(0) : valeur de l'index de référence au trimestre zéro.

La valeur de l'indice " n " retenue pour le calcul de chaque révision périodique est la valeur correspondant au trimestre 1 de l'année au cours de laquelle la révision sera appliquée (trimestre 2 de l'année 2026 pour la révision des prix pour la première date anniversaire en 2026).

La valeur de l'indice " 0 " retenue est la valeur correspondant au trimestre 2 de l'année pendant laquelle le marché est notifié (trimestre 2 de 2025 si le marché est notifié en 2025).

Les prix ainsi révisés s'appliquent à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle période et sont invariables durant cette période.

S'il souhaite obtenir une révision de ses prix, le titulaire doit notifier au service des marchés (marches@in-ptoulouse.fr) - mettre en objet du courriel "Marché 2025SERVP00001 - Nom du marché - Révision des prix" et au responsable de site les prix révisés du marché, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle période permettant l'application desdits prix révisés, et lorsque tous les indices de référence sont publiés. Cette révision, le cas échéant corrigée par le service des marchés, est définitive. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence à utiliser est l'index suivant : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 63.11 – Traitement de données, hébergement et activités connexes.

9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A de l'article 11.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Une garantie financière sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

A ce titre, et conformément au paragraphe 11.6.1 de l'article, les demandes de paiement, hors avance le cas échéant, et hors acomptes prévus par le présent document, ne peuvent être remises qu'à l'admission définitive des fournitures ou services correspondants, dûment notifiée au titulaire.

11.2. Echancier de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Les prestations relatives aux trois phases seront réglées à terme échu, sur présentation d'une facture et après la validation de service fait par Toulouse INP.

11.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19311381800127

- Service : Factures Entreprises Privées

11.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de la prestation :

ENSAT
Avenue de l'Agrobiopole - Auzeville-Tolosane
31326 CASTANET-TOLOSAN

ENSEEIH
2, rue Charles CAMICHEL
31071 TOULOUSE

ENSIACET
4, allée Emile Monso
31030 TOULOUSE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, dans un délai de 60 jour calendaire.

14 - Garantie des prestations

Les prestations de la phase 1 feront l'objet d'une garantie de 3 mois dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire sur la base du délai demandé dans l'article 5 du CCTP.

Eléments de mission	Acte	Pénalité forfaitaire par jour calendaire en €
Phase 1 – Mise à jour	Mises à jour du systèmes (CCTP 4.1)	100 €
Phase 2 - Contrôles	Rapport de contrôles périodiques (CCTP 4.2.1)	100 €
Phase 2 - Interventions	Intervention sur défaut de l'installation (CCTP 4.2.1 et 5)	100 €
Phase 2 - Suivi	Réunion semestrielle, bilan annuel et plan de progrès (CCTP 4.2.3, 4.2.4, 4.2.5)	100€

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En complément des articles du CCAG-FCS, le contrat peut être résilié par la MOA suivant les termes du contrat, avec une période de préavis de 3 mois. Le prestataire assurera alors la phase de réversibilité présentée ci-dessous (§18.2. Réversibilité de l'entreprise).

18.2- Réversibilité de l'entreprise

La phase de réversibilité démarre 2 mois avant la date de fin de contrat. Cette phase sera automatiquement enclenchée à l'initiative du prestataire, dans l'un des cas suivants : le contrat arrive à son échéance, ou le contrat est résilié.

Pendant cette phase, le prestataire devra notamment :

Réaliser les états des lieux de sortie,

Assurer le recouvrement avec le prestataire entrant (transmission des documents de suivi, avancement des actions de maintenance préventive, transmission des codes d'accès divers...)

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services